

La politique de la taupe : est- ce ce que nous voulons ?

Autor(en): **Bugnion-Secretan, Perle**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **87 (1999)**

Heft 1433-1434

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281588>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA POLITIQUE DE Est-ce

FS ne fait en général pas directement de politique, mais on peut aussi utiliser ce précieux organe pour pousser un cri d'alarme. Je le fais d'ailleurs sous ma responsabilité personnelle, mais en accord avec le comité de rédaction.

En ce triste jour où le peuple suisse a refusé aux femmes l'assurance maternité, le peuple zurichois, sous l'inspiration du patron de l'Union démocratique du Centre (UDC), M. Blocher, a également refusé l'habituelle subvention au *Frauenzentrum*, sous prétexte que c'était un nid de lesbiennes et de communistes. Comme M. Blocher avait invoqué contre l'assurance maternité l'argument que les étrangères en auraient aussi bénéficié, on ne peut mieux démontrer que xénophobie et antiféminisme ont la même racine.

M. Blocher se vante de pratiquer une politique de proximité. Cela consiste, par exemple, à inviter chaque semaine, dans un café ou un autre, les Zurichois-e-s à un café-croissant gratuit, occasion de rencontrer quelques membres du parti. Une autre fois, ce seront particulièrement les retraité-e-s qui seront invité-e-s, avec promesse, par exemple, d'obtenir pour eux une réduction de leurs impôts. On voit cela dans les pages publicitaires de la *Neue Zürcher Zeitung*, semaine après semaine. L'immense fortune de M. Blocher, dont il ne se cache pas, lui permet de financer ce système dont le caractère populiste et démagogique saute aux yeux. L'UDC, noyant le parti radical, est ainsi devenu le parti le plus puissant à Zurich.

Initiative scabreuse

M. Blocher lance une initiative pour laquelle il va chercher à récolter des signatures en Suisse romande aussi, pages publicitaires à l'appui. Le travail – et on sait ce que cela représente quand on l'a fait une fois! –



n'incombe pas aux membres du parti, il a été confié, moyennant finances sans doute, à une agence de relations publiques appartenant à un autre politicien d'extrême droite: M. Maspoli, président de la *Liga Ticinese*. Mais ce n'est pas tout: le titre de l'initiative est fallacieux. Sous prétexte de défense des droits populaires, elle cherche à détruire le système politique suisse, qui repose sur deux piliers: la démocratie directe et le rôle de filtre du Parlement. C'est celui-ci qui protège les minorités avec sa seconde Chambre, le Conseil des Etats. En limitant le délai entre le dépôt d'une initiative et sa mise en votation, la disposition proposée par M. Blocher limite la durée d'une campagne référendaire sérieuse, l'influence des parlementaires, la possibilité pour les Romand-e-s, les Tessinois-e-s et les opposants de faire valoir leur position, contre une majorité sûre de l'emporter par le poids accru des droits populaires. L'UDC mène actuellement campagne en Suisse romande. On a créé une

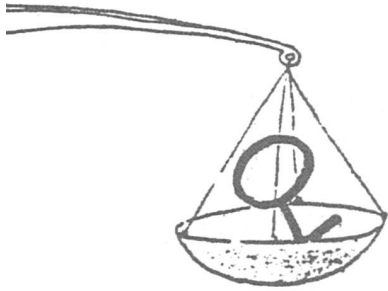
section en Valais. Sous le titre alléchant de «la Suisse romande bouge», l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) offre dans nos journaux d'envoyer de l'information sur son programme. Or, l'ASIN c'est l'extrême droite de l'UDC, et si vous répondez à son offre – ce que j'ai fait pour voir de quoi il s'agissait sous ce sigle – vous recevrez un kilo de tracts dont le plus grand nombre sont signés Blocher. En outre, des membres de l'UDC Zurich envoient directement à leurs amis de Suisse romande de la propagande, en vue des élections d'octobre.

Accords bilatéraux

D'ici là, une autre échéance importante nous attend. Une session extraordinaire du Parlement doit décider de la ratification ou non des accords bilatéraux conclus avec Bruxelles après des années de négociations. Ils cherchent à remédier aux graves inconvénients que le refus de se joindre à l'Espace Economique Européen a engendrés pour notre

LA TAUPE

ce que nous voulons ?



industrie d'exportation et donc pour toute l'économie suisse. M. Blocher a déjà annoncé le lancement d'un référendum si la ratification était votée. Là encore, il s'agira de réfléchir avant d'accorder éventuellement sa signature. A propos de cette question, M. Blocher a donné la mesure de sa conscience civique. Comme chef d'une industrie chimique, qui vit de l'exportation à 90% et qui est l'une des sources de sa fortune, il est en faveur des accords bilatéraux, mais en tant que «politicien», il fera

campagne contre eux. C'est dire que son goût du pouvoir l'emporte, son pouvoir consistant à manœuvrer à sa guise la toute-puissante UDC. C'est donner aussi la mesure de la confiance qu'on peut lui faire.

Digne successeur du politicien Schwarzenbach de triste mémoire, qui avait déjà fait le coup, mais heureusement avait été battu en votation populaire, M. Blocher est, semble-t-il, déjà en train de préparer une autre initiative, celle-là destinée à obtenir la limitation de la présence étrangère en Suisse. Déjà, à propos des réfugiés du Kosovo, on voit des manifestations populaires de xénophobie. A ma honte en tant que Vaudoise, dans mon canton comme dans d'autres. On veut bien aider généreusement, et même très généreusement les réfugiés, tant qu'ils sont parqués loin de nous, mais nous avons peur d'eux s'ils veulent venir chez nous et que nous soyons obligés de leur faire leur place.

Repli sur soi

C'est pour la même raison que M. Blocher est contre les accords bilatéraux. La peur qu'il veut éveiller contre ces accords, c'est la peur de la libre circulation des personnes. Alors qu'on sait qu'une telle peur est infondée, par ce qui s'est passé ailleurs, et que d'un autre côté la libre circulation permettrait aussi aux Suisse-sse-s, et par exemple aux étudiant-e-s, de circuler librement ailleurs. Cette peur, il est facile de l'éveiller, pour un démagogue comme M. Blocher. Il est plus difficile de faire comprendre à tout un chacun ce que coûte à la Suisse, en perte de contacts, de prestige international, d'échanges culturels ou personnels, la politique de repli sur soi qu'on veut nous imposer: politique de la taupe qui se terre dans son trou au lieu d'affirmer sa présence et sa volonté de participer à la vie d'un monde en évolution.

Perle Bugnion-Secretan

Elections fédérales 1999: Partis politiques, bougez-vous!

F-Questions au féminin (1/99) a publié un manifeste interpartis pour les élections fédérales de 1999. Les faits sont connus: les femmes restent sous-représentées, tant au Conseil national, où elles représentent un peu plus d'un cinquième des élus, qu'au Conseil des Etats, où elles ont obtenu, en 1995, 8 sièges sur 46 (17.4 %).

Face à la sous-représentation des femmes au Parlement fédéral, la Commission fédérale pour les questions féminines a décidé d'agir en prévision des prochaines élections. A la suite d'un échange de vues entre responsables des questions féminines des différents partis, il s'est avéré que les politiciennes, quel que fût leur parti, vivaient les mêmes expériences

et que le soutien apporté par le parti aux candidatures féminines était encore nettement insuffisant. Le premier résultat concret de ces discussions fut le lancement d'un manifeste interpartis: *Davantage de femmes au Parlement!* Les femmes de tous les partis impliqués demandent que douze mesures, qui jusqu'ici n'ont que peu, voire pas du tout, été appliquées, soient concrètement prises par les partis.

L'expérience des candidates

La situation des candidates reste encore bien différente de celle des candidats. Lors des élections au Conseil national de 1995, un homme avait, en Suisse alémanique, une fois et demie plus de chances qu'une femme d'être élu. En Suisse

romande, un homme avait quasi trois fois et demie plus de chances qu'une femme! L'expérience des candidates montre que le profil demandé aux candidat-e-s correspond à une biographie masculine typique. Les politiciennes, quant à elles, sont placées dans une situation contradictoire qui veut qu'elles soient faibles et incompetentes, ou alors efficaces et donc «pas féminines».

Instructions aux partis

Si les partis politiques veulent véritablement augmenter le nombre de femmes au Parlement fédéral, ils peuvent appliquer les douze mesures proposées dans le manifeste interpartis. Ils peuvent notamment fixer des quotas de femmes et d'hommes sur les listes électo-

rales. Mais surtout, les candidates doivent être formées assez tôt pour les élections et bénéficier dès le départ d'une certaine publicité pour pouvoir se profiler suffisamment. Or, la pratique courante est plutôt d'aller chercher des femmes juste au moment où l'on établit les listes. Lors de la campagne elle-même, les candidates doivent obtenir un franc soutien de leur parti, non seulement sur le plan des idées, mais aussi financier. Une personne qui s'expose doit savoir qu'elle n'est pas seule. Ce sont là quelques-unes des mesures publiées dans le manifeste, dont la rédaction a donné pour la première fois aux partis politiques l'occasion de discuter de la situation des femmes d'une façon multipartite.

Martine Chaponnière